



<b>MONT DE MARSAN AGGLOMÉRATION</b>	<b>ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°2024/0399</b>
<b>SERVICE ÉMETTEUR</b>  Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	<b>OBJET :</b>  Délégation de fonctions accordée à M. Jean-Paul ALYRE, 9 <sup>ème</sup> Vice-Président.
	<b>Nomenclature Acte :</b>  5.5 - Délégation de fonctions et de signature

**Le Président de Mont de Marsan Agglomération,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-9 qui prévoit que le Président d'un établissement public de coopération intercommunale peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau,

**Vu** le procès-verbal du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2020 élisant Monsieur Charles DAYOT, Président de Mont de Marsan Agglomération,

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2020 portant délégation d'attributions au Président,

**Vu** le procès-verbal du Conseil Communautaire en date du 22 novembre 2021 élisant Monsieur Jean-Paul ALYRE 10<sup>ème</sup> Vice-Président,

**Vu** l'arrêté n°2023/1157 en date du 16 août 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Jean-Paul ALYRE

**Considérant** la démission de Madame Catherine DEMEMES de ses fonctions de Vice-Présidente et de conseillère communautaire acceptée par Madame la Préfète des Landes le 16 mai 2024,

**Considérant** que, par délibération en date du 4 juin 2024, le conseil communautaire a modifié le nombre de postes de vice-présidents en le portant à 12,

**Considérant**, que par suite, Monsieur Jean-Paul ALYRE occupe désormais le rang de 9<sup>ème</sup> Vice-Président,

**Considérant** la nécessité, pour la bonne marche des affaires communautaires, de modifier la délégation de fonctions du Président au bénéfice de Monsieur Jean-Paul ALYRE 9<sup>ème</sup> Vice-Président,



## ARRETE

### **Article 1:**

Une délégation de fonctions est octroyée à Monsieur Jean-Paul ALYRE , 9<sup>ème</sup> Vice-Président, sous ma surveillance et ma responsabilité, étant précisé que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale reste libre de prendre tous actes dans les matières déléguées.

**Article 2 :** La présente délégation de fonctions porte sur les domaines suivants :

- Restauration,
- Lutte anti-gaspillage- optimisation de la politique zéro déchet,
- Déchets de venaison.

**Article 3 :** Dans le cadre de la présente délégation de fonctions, la délégation est également accordée à Monsieur Jean-Paul ALYRE pour signer tout document ou courrier lié à des correspondances courantes n'emportant pas décision, ainsi que tout document d'exécution des délibérations du Conseil Communautaire et des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation d'attributions accordée par l'assemblée délibérante.

**Article 4 :** Monsieur Jean-Paul ALYRE est par ailleurs autorisé à déposer plainte auprès de l'autorité de police ou de gendarmerie compétente, pour les vols et dégradations commis sur le territoire communal, portant sur le patrimoine mobilier et immobilier de la communauté d'agglomération.

**Article 5 :** La signature de tous les actes sera précédée de la mention suivante :

« Pour le Président et par délégation ,  
Le 9<sup>ème</sup> Vice-Président,  
Monsieur Jean-Paul ALYRE»

**Article 6 :** L'arrêté n° 2023/1157 en date du 16 août 2023 est abrogé.

**Article 7 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à:

- Madame la Préfète des Landes,
- Monsieur le Trésorier Principal,
- L'intéressé.

**Fait à Mont de Marsan, le 5 juin 2024.**

Envoyé en préfecture le 07/06/2024

Reçu en préfecture le 07/06/2024

Publié le 07/06/2024

ID : 040-244000808-20240605-2024\_0399-AR



Fait à Mont de Marsan, le 5 juin 2024.

**Charles DAYOT**  
Président de Mont de Marsan Agglomération

Le présent arrêté peut, s'il est contesté dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne ou de sa notification aux intéressés faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès de mes services ou d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau (par courrier ou par la plateforme [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).